

moraux et matériels de la civilisation. L'objet principal qu'elle se propose est l'amélioration réelle et progressive de l'homme physique et de l'homme moral."

Il discute chacune de ces définitions, les compare entre elles, et conclut que pour l'objet que nous devons avoir toujours en vue dans l'enseignement, *Economie sociale* est le terme qui convient le mieux.

Après cette dissertation, il revient au véritable sujet de la question. Il se prononce dans l'affirmative, et développe, à l'appui de sa thèse, les points suivants :

Richesse. En quoi consiste la richesse. Valeur naturelle. Valeur échangeable. L'utilité est le fondement de la valeur des choses. Propriété, fondement des richesses sociales. Communauté de biens impossible. Travail, principale source de richesse. Droit au travail. Concurrence, que l'on confond avec le libre-échange. Libre-échange. Protection. Associations ouvrières. Grèves.

Passant ensuite au second point de la question : "A quel degré d'instruction l'élève pourrait-il commencer cette étude ?" M. Archambault s'exprime à peu près dans ces termes :

"Pour ce qui est des notions générales, on peut les donner en tout temps, oralement. Quant à la science même, je ne crois pas qu'il soit prudent d'en commencer l'étude avant que l'élève connaisse bien sa syntaxe et son arithmétique."

M. l'abbé Verreau dit :

"L'*Economie politique* ou *sociale* est la science qui traite des intérêts de la société. Or, les intérêts se rapportent, en résumé, au bonheur passager de ce monde, lequel se trouve dans la pratique de la vertu et dans la possession des richesses. Vertu et richesse : voilà ce que les chefs de la société doivent chercher à développer par tous les moyens qui sont à leur disposition. Pour cela, ils doivent avoir des connaissances spéciales, basées sur la morale et sur l'expérience.

Comme les nations sont plus que jamais liées les unes aux autres, et que la somme de richesse, à un moment donné, est toujours finie, elles cherchent les moyens d'en accaparer la plus grande partie possible. Malheur aux pays arriérés où la politique n'a pu s'élever encore à l'état de science, où la tâche des hommes du pouvoir se borne aux expédients du jour, aux luttes passionnées des partis : malheur à ces pays ; car ils sont condamnés à végéter jusqu'au moment de leur absorption par des états plus éclairés et mieux dirigés ! C'est une vérité admise aujourd'hui par toutes les nations civilisées, et voilà pourquoi elles attachent tant d'importance au développement de la science de l'économie.

Mais il ne faut pas que les hommes appelés à la direction des affaires soient les seuls à posséder l'*Economie politique*, autrement leurs intentions ne seront pas comprises, et leurs actes trouveront une opposition souvent désastreuse. Il faut que cette science pénétre dans les différentes classes de la société pour leur faire comprendre leurs véritables intérêts ; et plus les classes de la société auront une large part dans la chose publique, plus elles devront avoir des notions exactes d'*Economie politique*. Dans un pays de gouvernement constitutionnel comme le nôtre, l'*Economie politique* doit être enseignée ; car cette science ne s'improvise ni par les ministres, ni par les députés, ni par les électeurs."

M. Verreau prouve cette nécessité, et prend d'abord la question de la production de la richesse, qu'il développe par des arguments dont voici les principaux chefs :

L'homme d'état a besoin de connaître à fond par quelles lois générales et par quelles circonstances particulières du pays la richesse peut s'acquérir et se perdre.

L'état est-il riche quand les particuliers sont pauvres ? Et dans quelle mesure la richesse individuelle contribue-t-elle au trésor commun ?

En définitive, c'est du travail que tout relève dans l'ordre moral et dans l'ordre matériel. Mais l'œuvre du travail s'accomplit collectivement : c'est par la division du travail que s'établit la coopération de tous.

Dans un pays comme le nôtre, faut-il diviser le travail ? Faut-il chercher à concilier plusieurs travaux qui alimentent des industries différentes ?

Combien y a-t-il d'hommes qui ont réfléchi à ces questions ?

Combien qui soient persuadés que l'énergie du travail diminue dans la mesure que le vice augmente, et que la véritable richesse des nations s'est développée avec le Christianisme ?

Et le capital, quelle en est l'importance ? qu'est-ce qui le constitue ? Ne peut-il se trouver qu'avec les métaux monnayés, comme le pensaient Colbert et les écrivains de son temps ?

Entre la liberté et la propriété, il y a des liens très-étroits ; entre la propriété et la concurrence, il doit en exister aussi.

Voici les sociétés coopératives de production. Les ouvriers en attendent de grandes merveilles. Le simple ouvrier prétend les constituer à l'aide de ses propres forces. Le gouvernement doit-il le laisser faire ? doit-il l'arrêter ?

Le travail se partage entre quatre grandes industries : extraction des matériaux bruts, industrie agricole, industrie commerciale, instruction.

Faut-il les favoriser toutes également ou quelques-unes seulement—et quelles ?—dans un pays situé comme est le Canada ? Et pour ce qui touche à l'instruction en particulier, il serait difficile d'affirmer que nos législateurs, pris en masse, connaissent ce qui nous est nécessaire. Tour à tour on a préconisé et critiqué l'instruction classique et l'instruction professionnelle ou industrielle. Si l'une est développée aux dépens de l'autre, ce sera un malheur qui pèsera lourdement sur tout le pays.

De la production de la richesse, M. Verreau passe à d'autres considérations sur les principaux points que voici :

"Si les ouvriers, si le peuple recevait avec les éléments de l'instruction des notions saines sur la distribution des richesses en général, sur le revenu des capitaux, sur le rapport des salaires avec l'intérêt du capital, sur le profit de l'entrepreneur, il serait moins exposé aux illusions et aux tentations des conspirateurs en grèves. S'il avait été habitué, dès l'école, à comprendre que la main de l'ouvrier n'est pas tout dans la production, mais que l'intelligence qui a conçu le plan, et le capital qui en facilite l'exécution, doivent entrer au partage du profit, il se livrerait moins facilement à ceux qui l'exploitent en le trompant. De bonne heure, sur les bancs de l'école, la génération, qui sera bientôt le peuple souverain, doit comprendre qu'il n'y a pas de société possible sans l'esprit du sacrifice et du renoncement. La maxime *de ut des* est générale, absolue, dans l'ordre matériel, dans l'ordre politique, dans l'ordre moral, dans l'ordre religieux. Notre divin Sauveur l'a appuyée sur des motifs plus solides et plus dignes d'une intelligence ; mais il l'a conservée et il en a fait comme la base du Christianisme. Nous devons nous efforcer d'en faire comprendre toute la portée."

M. Verreau conclut que l'*Economie politique* ou *sociale* doit non-seulement faire l'objet des études de l'homme politique, mais qu'elle doit encore entrer dans le haut enseignement. Certaines parties de cette science sont tellement utiles, qu'elles devraient être enseignées dans toutes les écoles, même les plus élémentaires, selon le degré d'avancement des élèves.

Nous aurions voulu reproduire en entier ces deux magnifiques études, on, au moins, en donner un résumé